

ROYAUME DE BELGIQUE.  
-----KONINKRIJK BELGIE.  
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.  
-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 13 janvier 1995, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat", et, le 3 mars 1995, d'une lettre par laquelle le ministre demande communication de l'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 13 mars 1995 l'avis suivant:

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.  
-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 januari 1995 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel" en, op 3 maart 1995, bij brief door de minister verzocht om mededeling van het advies binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft op 13 maart 1995 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée.

En l'occurrence, la demande d'avis est motivée par la circonstance :

"que la mise en oeuvre du nouveau régime d'évaluation des agents de l'Etat implique que des mesures d'accompagnement de la réforme soient mises au point le plus rapidement possible".

\*

\*       \*

#### Observation préliminaire.

Il ne résulte pas des pièces communiquées au Conseil d'Etat que le projet d'arrêté aurait fait l'objet d'une délibération en conseil des ministres après la fin de la négociation syndicale.

Il convient de respecter la formalité substantielle que constitue la délibération en conseil des ministres.

C'est sous réserve de l'accomplissement de cette formalité que le présent avis est donné.

.../...

Examen du projet.Intitulé et dispositif.

L'arrêté royal en projet modifie non seulement l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, mais aussi l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

L'intitulé doit être adapté en conséquence et le dispositif divisé en trois chapitres :

- chapitre 1er, modification de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat : articles 1er à 33;
- chapitre II, modifications de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public : articles 34 à 44;
- chapitre III, dispositions finales : articles 45 à 48.

Préambule.Alinéa 2.

Le fondement légal du pouvoir du Roi de modifier l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public repose

.../...

exclusivement sur l'article 11, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Ni l'alinéa 2 ni l'alinéa 3 de cette dernière disposition ne tiennent lieu, à cet égard, de fondement à l'arrêté en projet.

La référence à l'article 11, § 1er, de la loi du 16 mars 1954 précitée doit, en conséquence, être limitée au seul alinéa 1er de cette disposition légale.

#### Alinéa 4.

L'usage veut qu'un texte auquel il est fait référence dans le préambule soit visé avec toutes les modifications expresses et encore en vigueur qu'il a subies.

Ces contraintes ne sont, en l'espèce, pas observées : tantôt, il est omis de faire référence à des modifications que le texte a subies, tantôt il est fait référence à des modifications dont le texte a bien, en son temps, fait l'objet, mais qui ne sont plus aujourd'hui en vigueur.

L'usage veut, par ailleurs, que les textes que le projet d'arrêté tend à modifier soient identifiés avec plus de précision. La référence aux articles 16, alinéa 1er, 48quinquies et 91 doit, en conséquence, être complétée.

Il convient que la rédaction de l'alinéa soit revue de manière à remédier aux lacunes et aux erreurs dénoncées.

.../...

La rédaction suivante est proposée :

"Vu (...), notamment l'article 12, § 2, inséré par (...), l'article 16, alinéa 1er, 4<sup>o</sup>, inséré par l'arrêté royal du 1er août 1975, (...), (...), l'article 48quinquies, § 2, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985, l'article 54, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 26 septembre 1994, (...), (...), (...), (...), l'article 75, remplacé par l'arrêté royal du 28 octobre 1988 et modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, (...), l'article 78, remplacé par l'arrêté royal du 25 février 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 15 mars 1993 et 25 septembre 1994, l'article 79, remplacé par l'arrêté royal du 25 février 1985 et modifié par l'arrêté royal du 26 septembre 1994, (...), (...), l'article 83, remplacé par l'arrêté royal du 21 janvier 1987 et modifié par les arrêtés royaux des 4 mars 1993, 15 mars 1993 et 26 septembre 1994, l'article 84, remplacé par l'arrêté royal du 21 janvier 1987 et modifié par les arrêtés royaux des 12 novembre 1990 et 4 mars 1993, (...), (...), l'article 90, l'article 90bis, inséré par l'arrêté royal du 16 mars 1964, l'article 91, alinéa 2, (...), (...), l'article 113, remplacé par l'arrêté royal du 26 septembre 1994;"

Les liminaires des articles du projet concernés doivent être adaptés en conséquence.

Alinéa 5.

Il est d'usage que chacun des textes que le projet d'arrêté tend à modifier soit explicitement visé dans le

.../...

préambule. Force est de constater que l'alinéa omet de se référer tant à l'article 3, § 1er, qu'aux articles 19, 24 et 25 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public. Il y a lieu de remédier à ces omissions.

Le texte suivant est proposé :

"Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1973, 10 mai 1976, 16 novembre 1979, 26 janvier 1984, 13 juillet 1987, 25 novembre 1993 et 14 septembre 1994, les articles 15ter et sexies, insérés par l'arrêté royal du 25 novembre 1993, l'article 17, l'article 19, remplacé par l'arrêté royal du 25 novembre 1993, l'article 21, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 1993, l'article 24, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 1993, et l'article 25;".

Alinéa 10.

L'alinéa ne correspond à aucune disposition du projet d'arrêté; il est inutile et doit être omis.

Alinéa 22.

On complétera le visa par le n° et la date du protocole et on écrira dès lors :

.../...

"Vu le protocole n° 204 du 11 janvier 1995 ...".

Dispositif.

Article 2.

La disposition vise à supprimer la condition de recrutement tenant à l'accomplissement des obligations de milice.

La fonctionnaire déléguée n'a pu préciser quelle est l'intention exacte des auteurs du projet.

Telle que la disposition est prévue, elle n'empêchera plus celui-ci qui se serait soustrait à ses obligations de milice d'être nommé agent de l'Etat.

En outre, l'adoption de la disposition aura pour effet de rendre l'article 1er, § 3, 4°, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, inapplicable aux communautés et aux régions puisque la condition aura cessé d'être un principe général applicable aux agents de l'Etat.

Si telle n'est pas l'intention des auteurs du projet, l'article 16, alinéa 1er, 4°, correspondrait mieux à la situation actuelle s'il était rédigé comme suit :

"4° avoir satisfait aux lois sur la milice;".

.../...

Article 3.

1. L'article 33bis, § 2, énonce que :

"Les membres de la commission désignés par les organisations syndicales représentatives sont choisis parmi les agents de l'Etat qui appartiennent au niveau 1 et doivent être agréés par le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Le refus d'agrément est soumis à l'avis du comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux".

En principe, un avis est donné préalablement à la décision de l'autorité. Dans la disposition en projet, cet avis est postérieur à la décision de refus d'agrément. La disposition examinée déroge sans justification à la procédure consultative normale.

L'observation vaut également à l'article 4 pour l'article 38, § 2, en projet, concernant les autorités publiques.

2. L'alinéa 2 du paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Les organisations syndicales désignent les membres suppléants selon la procédure dont il est fait usage pour la désignation des membres effectifs".

La même remarque vaut pour l'article 38, § 2, alinéa 2, en projet (article 4 du projet) et pour l'article 38, § 1er, alinéa 4, en projet (article 35 du projet).

.../...

3. L'attention des auteurs du projet est attirée sur le fait que, au paragraphe 3, la combinaison des deux règles peut aisément conduire à neutraliser l'opinion d'un certain nombre de membres et, le nombre de votants étant nécessairement pair, la prépondérance reconnue à la voix du président fera souvent la décision.

La même observation vaut, à l'article 4, pour l'article 38, § 3, en projet, concernant la commission des stages.

4. Dans le texte français, les mots "quelque soit" figurant in fine de l'alinéa 2 du paragraphe 3 doivent être remplacés par les mots "quel que soit".

La même remarque vaut pour l'article 38, § 3, alinéa 2, en projet (article 4 du projet).

#### Article 4.

Si, comme l'a affirmé la fonctionnaire déléguée, l'intention des auteurs du projet, à l'article 38, § 1er, en projet, est de conférer au secrétaire général ou à un autre fonctionnaire général un pouvoir réglementaire qui est celui de désigner de façon générale et non individuelle les membres de la commission des stages, cette manière de procéder est contraire à la répartition des pouvoirs prévue par la Constitution.

.../...

Cette intention n'apparaît pas dans la rédaction du paragraphe 1er, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, et de l'alinéa 3 de l'article 38 en projet. En toute hypothèse, le pouvoir attribué au secrétaire général ne peut s'exercer que par actes individuels.

#### Article 8.

1. Les alinéas 2, 3 et 4 du paragraphe 1er ont pour objet commun d'organiser des dérogations au principe de la notification biennale de l'évaluation consacré par l'alinéa 1er du texte en projet. Dans la mesure où chacune des dérogations qu'ils instaurent se rapporte à la même disposition, mieux vaut grouper ces trois alinéas en un alinéa unique. Outre l'avantage qu'elle présente d'éviter d'inutiles répétitions, cette manière de procéder contribue par ailleurs à conférer au texte davantage de clarté et de transparence.

Si cette suggestion était suivie, il y aurait lieu d'adapter en conséquence la référence figurant au paragraphe 3, alinéa 2, de la disposition en projet.

2. Malgré les explications de la fonctionnaire déléguée, on ne peut déterminer si le paragraphe 2 qui porte que "L'évaluation est réalisée entre le 15 septembre et le 15 décembre" s'applique aux trois hypothèses particulières visées au paragraphe 1er, alinéas 2 à 4, en projet.

.../...

Si tel est bien le cas, il convient d'écrire :

"§ 2. Dans tous les cas visés au paragraphe 1er, l'évaluation est réalisée entre le 15 septembre et le 15 décembre de l'année en cours".

#### Article 9.

A l'article 58, alinéa 1er, on écrira :

"... au terme d'un entretien portant sur le dossier personnel de l'agent ainsi que sur l'appréciation qui lui a été donnée".

#### Article 14.

Les mots "Par dérogation à l'article 69, § 1er, 1º, b" figurant au début du paragraphe 2 doivent être remplacés par les mots "Par dérogation au paragraphe 1er, 1º, b".

#### Article 17.

Le 3º vise à remplacer l'article 77, § 6, du statut par la disposition suivante :

"Toute peine disciplinaire fait l'objet d'une inscription à la fiche individuelle de l'agent".

.../...

Dans l'état actuel des textes en vigueur ou en projet, il n'existe pas de fiche individuelle pour les fonctionnaires des rangs 15, 16 et 17.

Le paragraphe 6 en projet doit être revu pour tenir compte de cette situation.

#### Article 18.

Selon les déclarations de la fonctionnaire déléguée, l'article 78, § 5, permet au secrétaire général ou, à défaut, son remplaçant, d'exercer un pouvoir réglementaire qui est celui de désigner de façon générale et impersonnelle le supérieur hiérarchique compétent. Cette hypothèse ne peut être admise que si le pouvoir réglementaire est exercé par le ministre. Le texte doit être revu.

#### Article 19.

Selon le paragraphe 4, le secrétaire général ou, à son défaut, son remplaçant, "peut conférer au collègue des chefs de service la compétence de formuler la proposition définitive". Cette délégation, plus importante que celle dénoncée dans l'article 18, § 5, n'est pas admissible. Ici, également, ce pouvoir réglementaire doit être exercé par le ministre.

Le texte doit être revu.

.../...

Article 24.

Le paragraphe 5 énonce d'une part que le président n'a pas voix délibérative et d'autre part qu'en cas de partage des voix, il prend la décision. Une telle règle n'est pas logique et est contraire à ce qui est généralement admis. Si les auteurs du projet l'omettent, il convient, toutefois, qu'ils adoptent les mesures nécessaires pour assurer le caractère paritaire de l'organe.

L'observation vaut également pour l'article 43 du projet.

Article 31.

Les mots "dès que l'affaire fait l'objet de la deuxième audience" figurant à l'article 93, alinéa 2, en projet, doivent être explicités. Il semble bien que l'intention des auteurs soit que la chambre de recours statue sur les pièces du dossier lorsque l'agent ou son conseil sont absents à la seconde audience, ce qui implique que s'ils sont présents à cette audience, ils ont le droit d'être entendus. Cette intention doit être mieux exprimée dans le texte.

Article 32.

L'article 94, alinéa 4, en projet vise à obliger le ministre à prendre sa décision dans un délai déterminé,

.../...

au-delà duquel "l'avis de la chambre de recours vaut décision".

Il n'est pas admissible de conférer à la chambre de recours par l'écoulement d'un délai, l'exercice d'un pouvoir de décision qui appartient au ministre.

L'alinéa 4 en projet doit être omis.

#### Article 35.

Lorsque les dispositions en projet relatives aux organismes d'intérêt public sont semblables à celles relatives aux agents de l'Etat, elles appellent les mêmes observations.

#### Article 47.

L'arrêté royal du 26 septembre 1994 portant réforme de diverses dispositions réglementaires applicables aux agents de l'Etat modifie certaines dispositions que le projet d'arrêté modifie à son tour; l'arrêté royal du 26 septembre 1994 précité n'est pas encore entré en vigueur.

Il appartient aux auteurs du projet de vérifier que les dispositions modificatives de l'arrêté du 26 septembre 1994 et celles du texte en projet s'harmonisent.

.../...

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des propositions de texte qui sont faites, in fine, dans le présent avis.

-----

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"la mise en oeuvre du nouveau régime d'évaluation des agents de l'Etat implique que des mesures d'accompagnement de la réforme soient mises au point le plus rapidement possible".

\*

\*            \*

Voorafgaande opmerking.

Uit de aan de Raad van State overgelegde stukken blijkt niet dat over het ontwerp van besluit in de ministerraad overleg is gepleegd na afloop van de onderhandelingen met de vakbonden.

Het substantiële vormvereiste van het overleg in de ministerraad behoort te worden nagekomen.

Dit advies wordt gegeven onder voorbehoud dat aan dat vormvereiste wordt voldaan.

.../...

Onderzoek van het ontwerp.Opschrift en bepalend gedeelte.

Het ontworpen koninklijk besluit wijzigt niet alleen het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, maar tevens het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

Het opschrift behoort dienovereenkomstig te worden aangepast en het bepalend gedeelte dient te worden onderverdeeld in drie hoofdstukken :

- hoofdstuk I, wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel : artikelen 1 tot 33;
- hoofdstuk II, wijzigingen van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut : artikelen 34 tot 44;
- hoofdstuk III, slotbepalingen : artikelen 45 tot 48.

Aanhef.Tweede lid.

De rechtsgrond van de bevoegdheid van de Koning om het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling

.../...

van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut te wijzigen, ligt uitsluitend in artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Noch het tweede, noch het derde lid van die bepaling gelden in dat opzicht als rechtsgrond van het ontworpen besluit.

De verwijzing naar artikel 11, § 1, van de voornoemde wet van 16 maart 1954 behoort dan ook te worden beperkt tot alleen het eerste lid van die wetsbepaling.

#### Vierde lid.

Het is gebruikelijk dat wanneer een regeling waarnaar in de aanhef verwezen wordt, uitdrukkelijke wijzigingen heeft ondergaan die nog van kracht zijn, die alle worden vermeld.

Aan deze verplichting is in casu niet voldaan : nu eens wordt verzuimd te verwijzen naar wijzigingen die de tekst heeft ondergaan, dan weer wordt verwezen naar wijzigingen die de tekst weliswaar ooit heeft ondergaan maar die thans niet meer van kracht zijn.

Het is overigens gebruikelijk de teksten tot wijziging waarvan het ontwerp van besluit strekt preciezer aan te geven. De verwijzing naar de artikelen 16, eerste

lid, 48quinquies en 91 behoort bijgevolg te worden aangevuld.

De redactie van het lid behoort te worden herzien, zodat de gelaakte lacunes en vergissingen worden verholpen.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Gelet op (...), inzonderheid op artikel 12, § 2, ingevoegd bij (...), op artikel 16, eerste lid, 4<sup>o</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, (...), (...), op artikel 48quinquies, § 2, tweede lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, op artikel 54, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 26 september 1994, (...), (...), (...), (...), op artikel 75, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1988 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, (...), op artikel 78, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 februari 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1993 en 25 september 1994, op artikel 79, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 februari 1985 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 1994, (...), (...), op artikel 83, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 januari 1987 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 maart 1993, 15 maart 1993 en 26 september 1994, op artikel 84, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 januari 1987 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 november 1990 en 4 maart 1993, (...), (...), op artikel 90, op artikel 90bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, op artikel 91, tweede lid, (...), (...), op artikel 113,

.../...

vervangen bij het koninklijk besluit van 26 september 1994;".

De inleidende zinnen van de desbetreffende artikelen van het ontwerp behoren dienovereenkomstig te worden aangepast.

Vijfde lid.

Het is gebruikelijk dat in de aanhef uitdrukkelijk wordt verwezen naar elke tekst tot wijziging waarvan het ontworpen besluit strekt. Men kan niets anders dan vaststellen dat in dit lid verzuimd wordt te verwijzen naar zowel artikel 3, § 1, als naar de artikelen 19, 24 en 25 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut. Dit verzuim behoort te worden verholpen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1973, 10 mei 1976, 16 november 1979, 26 januari 1984, 13 juli 1987, 25 november 1993 en 14 september 1994, op de artikelen 15ter en sexies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 november 1993, op artikel 17, op artikel 19, vervangen bij het koninklijk besluit van

.../...

25 november 1993, op artikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 1993, op artikel 24, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 1993, en op artikel 25;".

Tiende lid.

Het lid komt overeen met geen enkele bepaling van het ontwerp van besluit; het heeft geen nut en behoort te vervallen.

Tweëntwintigste lid.

De verwijzing behoort te worden aangevuld met het nummer en de datum van het protocol. Men schrijve dan ook :

"Gelet op protocol nr. 204 van 11 januari 1995 ...".

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

Het artikel strekt ertoe de aanwervingsvoorwaarde met betrekking tot het vervullen van de dienstplicht op te heffen.

.../...

De gemachtigde ambtenaar heeft niet kunnen verduidelijken wat de juiste bedoeling van de stellers van het ontwerp is.

Zoals de bepaling is gesteld zal zij niet langer beletten dat iemand die zich aan zijn dienstplicht onttrokken heeft tot rijksambtenaar wordt benoemd.

Bovendien zal het aannemen van deze bepaling tot gevolg hebben dat artikel 1, § 3, 4º, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes niet kan worden toegepast op de gemeenschappen en de gewesten, aangezien de voorwaarde niet langer een algemeen, op de rijksambtenaren toepasselijk principe zal zijn.

Als zulks niet de bedoeling van de stellers van het ontwerp is, zou artikel 16, eerste lid, 4º, beter met de huidige situatie overeenstemmen als het als volgt zou zijn gesteld :

"4º aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;".

### Artikel 3.

1. Artikel 33bis, § 2, luidt als volgt :

"De door de representatieve vakorganisaties aangewezen leden worden gekozen onder de rijksambtenaren die tot niveau 1 behoren en moeten erkend worden

.../...

door de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenaren-zaken behoren. De weigering tot erkenning wordt voorgelegd aan het advies van het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten".

In principe wordt een advies gegeven voor de overheid een besluit neemt. In de ontworpen bepaling komt het advies na de beslissing tot weigering van erkenning. De onderzochte bepaling wijkt van de normale overlegprocedure af zonder dat daarvoor een reden wordt gegeven.

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 4, het ontworpen artikel 38, § 2, met betrekking tot de openbare overheid.

2. Het tweede lid van paragraaf 2 zou beter als volgt worden gesteld :

"De vakorganisaties wijzen de plaatsvervangende leden aan volgens de procedure die wordt gebruikt voor het aanwijzen van de gewone leden".

Deze opmerking geldt tevens voor het ontworpen artikel 38, § 2, tweede lid, (artikel 4 van het ontwerp) en voor het ontworpen artikel 38, § 1, vierde lid, (artikel 35 van het ontwerp).

.../...

3. De aandacht van de stellers van het ontwerp wordt erop gevestigd dat in paragraaf 3 de combinatie van de twee voorschriften gemakkelijk kan leiden tot het tenietdoen van de mening van een bepaald aantal leden en aangezien het aantal stemgerechtigden noodgedwongen even is, zal het overwicht dat aan de stem van de voorzitter wordt gegeven vaak doorslaggevend zijn.

Dezelfde opmerking geldt, in artikel 4, voor het ontworpen artikel 38, § 3, betreffende de stagecommissie.

4. In de Franse tekst zouden de woorden "quelque soit" aan het slot van het tweede lid van paragraaf 3 vervangen moeten worden door de woorden "quel que soit".

Dezelfde opmerking geldt voor de Franse tekst van het ontworpen artikel 38, § 3, tweede lid (artikel 4 van het ontwerp).

#### Artikel 4.

Indien, zoals bevestigd is door de gemachtigde ambtenaar, de bedoeling van de stellers van het ontwerp in het ontworpen artikel 38, § 1, erin bestaat de secretaris-generaal of een andere ambtenaar-generaal verordenings-bevoegdheid te verlenen om de leden van de stagecommissie algemeen aan te wijzen en niet individueel, is deze handelwijze strijdig met de verdeling van de bevoegdheden waarin door de Grondwet wordt voorzien.

.../...

Deze bedoeling blijkt niet uit de tekst van paragraaf 1, tweede lid, 1°, noch uit het derde lid van het ontworpen artikel 38. In ieder geval kan de bevoegdheid die aan de secretaris-generaal wordt toegekend slechts via individuele handelingen worden uitgeoefend.

### Artikel 8.

1. In zowel het tweede, het derde als het vierde lid van paragraaf 1 wordt voorzien in afwijkingen van het beginsel dat de evaluatie om de twee jaar ter kennis wordt gebracht, een beginsel dat door het eerste lid van de ontworpen tekst wordt vastgelegd. Voor zover elk van de afwijkingen waarin zij voorzien betrekking heeft op dezelfde bepaling, is het beter deze drie leden tot één enkel lid samen te voegen. Het voordeel van deze werkwijze bestaat er niet alleen in onnodige herhalingen te voorkomen, maar tevens de tekst duidelijker en doorzichtiger te maken.

Indien deze raad wordt opgevolgd, dient de verwijzing in paragraaf 3, tweede lid, van de ontworpen bepaling dienovereenkomstig te worden aangepast.

2. Ondanks de uitleg van de gemachtigde ambtenaar, valt niet uit te maken of paragraaf 2, die bepaalt dat "de evaluatie gebeurt tussen 15 september en 15 december" van toepassing is op de drie bijzondere gevallen omschreven in de ontworpen paragraaf 1, tweede tot vierde lid.

.../...

Indien dit wel zo is, behoort te worden geschreven :

"§ 2. In al de gevallen bedoeld in paragraaf 1, geschiedt de evaluatie tussen 15 september en 15 december van het lopende jaar".

#### Artikel 9.

Men schrijve in artikel 58, eerste lid :

"... na een onderhoud over zowel het persoonlijk dossier van de ambtenaar als over de beoordeling die hem is gegeven".

#### Artikel 14.

De woorden "In afwijking van artikel 69, § 1, 1º, b" aan het begin van paragraaf 2, dienen vervangen te worden door de woorden "In afwijking van paragraaf 1, 1º, b".

#### Artikel 17.

Onderdeel 3º beoogt artikel 77, § 6, van het statuut te vervangen als volgt :

"Elke tuchtstraf wordt op de individuele fiche van de ambtenaren opgetekend".

.../...

Bij de huidige stand van de geldende of ontworpen teksten bestaat geen individuele fiche voor de ambtenaren van rang 15, 16 en 17.

De ontworpen paragraaf 6 moet zodanig worden aangepast dat met deze situatie rekening wordt gehouden.

#### Artikel 18.

Volgens de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar veroorlooft artikel 78, § 5, de secretaris-generaal of bij diens ontstentenis, zijn plaatsvervanger, een verordeningsbevoegdheid uit te oefenen, die erin bestaat algemeen en onpersoonlijk de bevoegde hiërarchische meerdere aan te wijzen. Zulks is alleen aanvaardbaar als de verordeningsbevoegdheid door de minister wordt uitgeoefend. De tekst moet worden herzien.

#### Artikel 19.

Volgens paragraaf 4 kan de secretaris-generaal of, bij diens ontstentenis zijn plaatsvervanger, "de bevoegdheid om het definitieve voorstel te doen, verlenen aan het college van dienstchefs". Deze opdracht van bevoegdheid, die belangrijker is dan die waarvan sprake is in artikel 18, § 5, is niet toelaatbaar. Ook in dit geval moet deze verordeningsbevoegdheid uitgeoefend worden door de minister.

De tekst moet worden herzien.

.../...

Artikel 24.

Paragraaf 5 vermeldt enerzijds dat de voorzitter niet stemgerechtigd is en anderzijds dat in geval van staking van stemmen, hij de beslissing neemt. Een zodanige regel is niet logisch en is strijdig met wat algemeen aanvaard is. Als de stellers van het ontwerp hem laten vervallen, behoren zij echter de noodzakelijke maatregelen te treffen opdat het paritaire karakter van het orgaan verzekerd blijft.

De opmerking geldt eveneens voor artikel 43 van het ontwerp.

Artikel 31.

De woorden "van zodra de zaak voor de tweede maal ter zitting komt" in het ontworpen artikel 93, tweede lid, moeten uitdrukkelijker geformuleerd worden. Het laat zich aanzien dat het de bedoeling van de stellers van het ontwerp is dat de raad van beroep uitspraak zou doen over de stukken van het dossier wanneer de ambtenaar of zijn raadsman niet aanwezig zijn op de tweede zitting, hetgeen betekent dat indien ze op deze zitting aanwezig zijn, zij het recht hebben gehoord te worden. Deze bedoeling behoort beter geformuleerd te worden in de tekst.

.../...

Artikel 32.

Het ontworpen artikel 94, vierde lid, strekt ertoe de minister te verplichten zijn beslissing te nemen binnen een bepaalde termijn, waarna "(...) het advies van de raad van beroep als beslissing (geldt)".

Het is niet toelaatbaar om, door het verstrijken van een termijn, de uitoefening van een beslissingsbevoegdheid die aan de minister toekomt, toe te kennen aan de raad van beroep.

Het ontworpen vierde lid dient te vervallen.

Artikel 35.

Wanneer de ontworpen bepalingen betreffende de instellingen van openbaar nut soortgelijke bepalingen zijn als die betreffende de rijksambtenaren, gelden daarbij dezelfde opmerkingen.

Artikel 47.

Het koninklijk besluit van 26 september 1994 houdende hervorming van verschillende verordeningsbepalingen die toepasselijk zijn op het rijkspersoneel, wijzigt sommige bepalingen die het ontwerp-besluit op zijn beurt wijzigt; het voormelde koninklijk besluit van 26 september 1994 is nog niet in werking getreden.

.../...

Het staat aan de stellers van het ontwerp na te gaan of de wijzigingsbepalingen van het koninklijk besluit van 26 september 1994 en die van de ontworpen tekst met elkaar overeenstemmen.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld schrijve men in :

- artikel 3 (ontworpen artikel 33bis, § 3, tweede lid) "houdt zij zitting ..." in plaats van "zetelt" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp);
- artikel 4 (ontworpen artikel 38, § 1, tweede lid, 1<sup>o</sup>) "aangewezen" in plaats van "aangeduid" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp);
- artikel 4 (ontworpen artikel 38, § 1, derde lid) "de in het tweede lid, 1<sup>o</sup>, bedoelde ..." in plaats van "de bij het ... bedoelde" (deze opmerking geldt voor het hele ontwerp);
- artikel 4 (ontworpen artikel 38, § 2, eerste lid) "gekozen uit" in plaats van "gekozen onder";
- artikel 6 (ontworpen artikel 54, eerste lid) "het hoge toezicht ...";

.../...

- artikel 8 (ontworpen artikel 57, § 1, eerste lid) "evaluatieblad" in plaats van "evaluatiebulletin";
- artikel 8 (ontworpen artikel 57, § 1, tweede lid) "hervat" in plaats van "herneemt";
- artikel 8 (ontworpen artikel 57, § 2) "geschiedt" in plaats van "gebeurt" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp);
- artikel 10 (ontworpen artikel 59, eerste lid) "Het beroep schorst de beslissing" in plaats van "Het beroep is opschortend" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp);
- artikel 10 (ontworpen artikel 59, vijfde lid) "in enige hoedanigheid" in plaats van "in om het even welke hoedanigheid" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp);
- artikel 11 (ontworpen artikel 60, § 1, eerste lid) "binnen tien dagen" in plaats van "binnen de tien dagen" alsook "aanvoeren" in plaats van "inroepen" (deze opmerkingen gelden voor het hele ontwerp);
- artikel 13 (ontworpen artikel 66, § 2, tweede lid) "de onderbreking van" in plaats van "de onderbreking uit hoofde van" alsook "alvorens" in plaats van "vooraleer" (deze opmerkingen gelden voor het hele ontwerp);
- artikel 19 (ontworpen artikel 79, § 1, vijfde lid) "zodra" in plaats van "van zodra" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp);

.../...

- artikel 19 (ontworpen artikel 79, § 5) "beroep aantekenen" in plaats van "een beroep aantekenen" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp);
- artikel 21 (ontworpen artikel 81, § 5) "zijn vastgesteld binnen een termijn van zes maanden" in plaats van "werden vastgesteld binnen een termijn van zes maand" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp);
- artikel 23 (ontworpen artikel 84, § 7) "een ambtenaar en een vervanger aan ...;
- artikel 25 (ontworpen artikel 86, tweede lid) "geeft bij een ter post aangetekende brief kennis" in plaats van "betekent per bij de post aangetekende brief" (deze opmerking geldt voor het hele ontwerp);
- artikel 27 (ontworpen artikel 90, tweede lid) "uiterlijk een maand" in plaats van "ten laatste een maand" (deze opmerking geldt voor het hele ontwerp);
- artikel 36 (ontworpen artikel 48quinquies, § 2, eerste lid) "afgegeven" in plaats van "afgeleverd";
- artikel 36 (ontworpen artikel 48quinquies, § 3, inleidende zin) "heeft ... tot taak" in plaats van "heeft ... als opdracht";
- artikel 36 (ontworpen artikel 48quinquies, § 5) "Op verzoek van de ... behoort en met instemming van ..." in plaats van "Op het verzoek van" en "met het akkoord van";

.../...

- artikel 41 (ontworpen artikel 83, eerste lid) "... van de besluiten die worden vastgesteld ter uitvoering ervan. Zij behandelen ... beroepen ... in de eerste zitting die volgt op het adiëren van de raad van beroep";
- artikelen 45 en 46 "Voor de zaken ... blijven de bepalingen gelden welke op die datum toepasselijk waren" in plaats van "De zaken ... blijven beheerst door ...".

-----

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,  
de Heren

président de chambre,  
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,  
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

Madame J. GIELISSEN,  
Mevrouw

greffier,  
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. B. DEROUAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. PAUL, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. DEROUAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. PAUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.